

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Vendredi, 7 juillet 1899.

N 33.

Freitag, 7. Juli 1899.

Arrêté du 7 juillet 1899, portant convocation du collège électoral de Redange pour l'élection d'un député.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Attendu que M. Léopold *Bian*, qui aux élections du 13 juin dernier avait été réélu député du canton de Redange, est décédé le 23 juin ;

Vu les art. 80 al. 2, 82, 93, 130, et 184 de la loi électorale du 5 mars 1884, modifiée par celle du 30 juin 1892 ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le collège électoral du canton de Redange est convoqué pour mardi, 25 juillet prochain, à neuf heures du matin, à l'effet de procéder à l'élection d'un membre de la Chambre des députés, en remplacement de feu M. Léopold *Bian*.

En cas de ballottage, celui-ci aura lieu le mardi suivant, 1^{er} août, à neuf heures du matin.

Les candidats devront poser leur candidature et faire la remise de leur déclaration au moins cinq jours francs avant le jour du scrutin, c'est-à-dire au plus tard le 19 juillet, avant six heures du soir.

Art. 2. M. le commissaire de district à Diekirch veillera plus spécialement à l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 7 juillet 1899.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Beschluß vom 7. Juli 1899, wodurch das Wahlcollegium des Cantons Redingen zur Wahl eines Abgeordneten einberufen wird.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung ;

In Anbetracht, daß Hr. Leopold *Bian*, welcher bei den Wahlen vom 13. Juni zum Deputirten für den Kanton Redingen ernannt worden war, am 25. d. Mts. verstorben ist ;

Nach Einsicht der Art. 80, Abs. 2, 82, 93, 130 und 184 des Wahlgesetzes vom 5. März 1884, abgeändert durch Gesetz vom 30. Juni 1892 ;

Beschließt :

Art 1. Das Wahlcollegium des Cantons Redingen ist auf Dienstag, den 25. Juli künftig, 9 Uhr Morgens, einberufen, um zur Wahl eines Mitgliedes der Abgeordneten-Kammer, in Ersetzung des verstorbenen Hrn. Leopold *Bian* zu schreiten.

Im Falle einer Stichwahl findet diese am darauffolgenden Dienstag, den 1. August, um 9 Uhr Morgens statt.

Die Candidaten müssen ihre Candidatur wenigstens fünf volle Tage vor dem Wahlgange aufgestellt und ihre diesbezügliche Erklärung abgegeben haben, also spätestens am 19. Juli vor 6 Uhr Abends.

Art. 2. Der Hr. Districtscommissar zu Diekirch wird des Näheren für die Ausführung dieses Beschlusses Sorge tragen, welcher ins „*Memorial*“ eingerückt werden soll.

Luxemburg, den 7. Juli 1899.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Avis. — Brevets d'invention.

Les brevets d'invention ci-après ont été délivrés pendant le mois de juin écoulé, en vertu de la loi du 30 juin 1880, savoir :

N° 3606. Le 1^{er} juin. — Pâte combustible dite : Crème à brûler. — B. Hoffmann à Paris.

N° 3607. Le 2 juin. — Procédé de production de gaz d'eau au moyen de générateurs doubles. — D^r E. Fleischer à Dresde-Strehlen.

N° 3608. Le 5 juin. — Nouveau traitement du coke en vue de ses produits accessoires. — *Gewerkschaft König Ludwig* à Bruch e/W.

N° 3609. Le 6 juin. — Voiture à vapeur à traction sur route, système Scotte (2^e certificat d'addition au n° 2754 du 10 février 1897). — *La Société des chaudières et voitures à vapeur, système Scotte*, à Paris.

N° 3610. Le 6 juin. — Machine à cigarettes. — H.-H.-H. Bobin à Pantin (Seine).

N° 3611. Le 6 juin. — Dispositif pour donner une forme à l'alcool solide. — H. Hempel à Berlin.

N° 3612. Le 8 juin. — Procédé de fabrication de la margarine. — J.-H.-G. Neisse à Hambourg et J.-H. Boll à Altona.

N° 3613. Le 8 juin. — Tambour hélicoïdal pour liquides. — L. Herlitschka à Düsseldorf.

N° 3614. Le 8 juin. — Moissonneuse à la main marchant mécaniquement. — B. Rochard et G. Guillon à Wattignies.

N° 3615. Le 8 juin. — Nouveau système de filtres. — David Rojat à Nîmes (France).

N° 3616. Le 8 juin. — Procédé de fabrication de corps creux. — E. Vogel à Hambourg.

N° 3617. Le 9 juin. — Lampe incandescente à essence. — Ch. Lehmann à Wilmersdorf près Berlin.

N° 3618. Le 10 juin. — Perfectionnements aux véhicules de chemins de fer pourvus d'accouplements automatiques. — E. von Marsovsky à Budapest.

Bekanntmachung. — Erfindungspatente.

Nachstehende Erfindungspatente sind im Laufe des verfloffenen Monats Juni, auf Grund des Gesetzes vom 30. Juni 1880, erteilt worden :

Nr. 3606. Am 1. Juni. — Brennstoffmasse. — B. Hoffmann in Paris.

Nr. 3607. Am 2. Juni. — Compound Wassergas-Verfahren. — D^r E. Fleischer in Dresden-Strehlen.

Nr. 3608. Am 5. Juni. — Neuerung in dem Verfahren der Kokerei mit Gewinnung der Nebenprodukte. — *Gewerkschaft König Ludwig* in Bruch i. W.

Nr. 3609. Am 6. Juni. — Dampfwagen für Straßenbetrieb, System Scotte. (Zusatzpatent zu Nr. 2754 vom 10. Februar 1897.) — *Société des chaudières et voitures à vapeur, système Scotte* in Paris.

Nr. 3610. Am 6. Juni. — Cigaretten-Maschine. — H. H. H. Bobin in Pantin (Seine).

Nr. 3611. Am 6. Juni. — Vorrichtung zum Formen von consistentem Spiritus. — H. Hempel in Berlin.

Nr. 3612. Am 8. Juni. — Verfahren zur Herstellung von Margarine. — J. H. G. Neisse in Hamburg und J. H. Boll in Altona.

Nr. 3613. Am 8. Juni. — Schleudertrommel. — L. Herlitschka in Düsseldorf.

Nr. 3614. Am 8. Juni. — Handmähmaschine. — B. Rochard und G. Guillon in Wattignies.

Nr. 3615. Am 8. Juni. — Neuer Filtrirapparat. — D. Rojat in Nîmes (Frankreich).

Nr. 3616. Am 8. Juni. — Verfahren zur Herstellung von Hohlkörpern. — E. Vogel in Hamburg.

Nr. 3617. Am 9. Juni. — Spiritus-Blühlichtlampe. — K. Lehmann in Wilmersdorf bei Berlin.

Nr. 3618. Am 10. Juni. — Neuerungen an Eisenbahnfahrzeugen mit selbstthätiger Kuppelung. — E. von Marsovsky in Budapest.

N° 3619. Le 14 juin. — Bouchage des bouteilles. — J.-F. *Wallmann & C^o* à Berlin.

N° 3620. Le 15 juin. — Silo de blé. — P. *Höft* à Gadeland-lez-Neumünster.

N° 3621. Le 15 juin. — Procédé et appareil pour le traitement des minerais aurifères et autres par amalgamation. — L. *Lagarrigue* à Paris.

N° 3622. Le 15 juin. — Perfectionnements apportés au panificateur du système antispire. — O. *Avedyk* à Bruxelles.

N° 3623. Le 15 juin. — Procédé de fabrication de corps aussi durs que le bois et la pierre au moyen de goudron et d'autres matières quelconques. — C. *Dörr* à Germersheim.

N° 3624. Le 17 juin. — Vélocipède nautique. — H. *Roszbach* à Cologne, J. *Ronig* à Cologne-Deutz, G. *Arnoldi* à Sarrebourg, H. *Reeb* à Bensdorf et D^r *Hauptmann* à Bonn.

N° 3625. Le 17 juin. — Frein permettant de caler l'arrière-roue des vélocipèdes en pente sans qu'il soit besoin de descendre de la machine et sans que celle-ci n'en devienne moins dirigeable. — V. *Rehm* à Baden-Baden.

N° 3626. Le 17 juin. — Allumeur portatif pour appareils d'éclairage et de chauffage à gaz. — F. *Deimel* à Berlin.

N° 3627. Le 17 juin. — Perfectionnements apportés dans la méthode et aux appareils pour garnir et sécher les moules. — La firme *Heyl & Patterson* à Pittsburg.

N° 3628. Le 17 juin. — Perfectionnements apportés aux appareils pour couler les scories et les métaux. — La firme *Heyl & Patterson* à Pittsburg.

N° 3629. Le 17 juin. — Masse servant au nettoyage et à la conservation des chaussures et autres objets en cuir et brosse pour l'emploi de cette masse. — D^r Ch.-Th. *Dörr* à Ohligs (Prusse Rhénane).

N° 3630. Le 20 juin. — Four combiné à brûler et à sécher. — H.-F.-J. *Weyers* à Tilburg (Hollande).

Nr. 3619. Am 14. Juni. — Flaschenverschluß. — J. Fr. *Wallmann & C^o* in Berlin.

Nr. 3620. Am 15. Juni. — Korn-Silo. — P. *Höft* in Gadeland b. Neumünster.

Nr. 3621. Am 15. Juni. — Verfahren und Apparat zur Verarbeitung der Goldjerze und anderer durch Amalgamirung. — L. *Lagarrigue* in Paris.

Nr. 3622. Am 15. Juni. — Verbesserungen an Schrauben-Brotmaschinen. — O. *Avedyk* in Brüssel.

Nr. 3623. Am 15. Juni. — Verfahren zur Herstellung fester Körper von der Härte des Hartholzes bis zur Steinhärte, aus Theer und Füllstoffen. — C. *Dörr* in Germersheim.

Nr. 3624. Am 17. Juni. — Wasser-Velociped. — H. *Roszbach* in Köln, J. *Ronig* in Köln-Deutz, G. *Arnoldi* in Saarburg, H. *Reeb* in Bendorf und D^r *Hauptmann* in Bonn.

Nr. 3625. Am 17. Juni. — Einrichtung zur momentanen ohne Abfügen und ohne Beeinträchtigung der Lenkbarkeit ermöglichten Fahrradhinterrad-Bremse für schiefe Ebenen. — V. *Rehm* in Baden-Baden.

Nr. 3626. Am 17. Juni. — Tragbarer Anzündler für Gaslampen und Gasloch- und Heizherde. — F. *Deimel* in Berlin.

Nr. 3627. Am 17. Juni. — Neuerungen in dem Verfahren und den Apparaten zum Ausfüttern und Trocknen der Gussformen. — Firma *Heyl & Patterson* in Pittsburg.

Nr. 3628. Am 17. Juni. — Verbesserungen an den Apparaten zum Gießen der Schlacken und Metalle. — Firma *Heyl & Patterson* in Pittsburg.

Nr. 3629. Am 17. Juni. — Pug- und Conservirungsmasse für Schuh- und andere Lederwaaren nebst Bürste zur Aufnahme und Auftragung der Masse. — D^r Ch. Th. *Dörr* in Ohligs (Rheinpreußen).

Nr. 3630. Am 20. Juni. — Combinirter Brenn- und Trockenofen. — H. F. J. *Weyers* in Tilburg (Holland).

N° 3631. Le 20 juin. — Procédé pour la fabrication de corps creux en verre (Certificat d'addition au n° 3537 du 27 mars 1899). — P.-Th. Sievert à Dresde.

N° 3632. Le 22 juin. — Appareil pour la fabrication de corps creux en verre (2° certificat d'addition au n° 3537 du 27 mars 1899). — P.-Th. Sievert à Dresde.

N° 3633. Le 23 juin. — Nouveau genre de résistances électriques et d'appareils de chauffage électriques en pierre artificielle. — *La Société Electric Resistance & Heating Company Limited* à Londres.

N° 3634. Le 23 juin. — Système d'attache des rails à patins sur traverses métalliques avec selles spéciales en acier rivées. — V.-R. Martel à Mustapha (Algérie).

N° 3635. Le 24 juin. — Dispositif pour empêcher les accidents de chemin de fer. — G.-M. Schreiber à Czestochowna (Russie).

N° 3636. Le 26 juin. — Dispositif pour la production périodique de courants électriques à l'aide d'un moteur d'air. — M. Gehre à Rathelz-Dusseldorf.

N° 3637. Le 26 juin. — Procédé pour river à froid les tuyaux métalliques. — R. Hagen à Hambourg.

N° 3638. Le 26 juin. — Bandage élastique pour roues de vélocipèdes, etc. — H.-J. Magin à Maximiliansau (Palatinat).

N° 3639. Le 26 juin. — Système de ventilation, permettant la ventilation simultanée de tous les locaux situés autour du ventilateur. — H. Klein à Pirmasens.

N° 3640. Le 30 juin. — Perfectionnements à la traction électrique. — M.-J. Barreau à Puteaux (Seine).

N° 3641. Le 30 juin. — Appareil servant à la destruction des insectes. — G.-H. Hennig à Dresde.

N° 3642. Le 30 juin. — Coussinet à rouleaux pour tambours rotatifs. — H. Hinz à Giessen.

N° 3643. Le 30 juin. — Tambour rotatif pour griller ou brûler. — H. Hinz à Giessen.

Nr. 3631. Am 20. Juni. — Verfahren zur Herstellung von Hohlglasgegenständen. (Zusatzpatent zu Nr. 3537 vom 27. März 1899.) — P. Th. Sievert in Dresden.

Nr. 3632. Am 22. Juni. — Einrichtung zur Herstellung von Hohlglasgegenständen. (Zweites Zusatzpatent zu Nr. 3537 vom 27. März 1899.) — P. Th. Sievert in Dresden.

Nr. 3633. Am 23. Juni. — Neue Art elektrischer Widerstandskörper und elektrischer Heizapparate aus künstlichem Stein. — *Electric Resistance & Heating Company Limited* in London.

Nr. 3634. Am 23. Juni. — Schienenbefestigung auf Metallschwellen mit besonderen, vernieteten Stahl lagern. — V. R. Martel in Mustapha.

Nr. 3635. Am 24. Juni. — Einrichtung zur Verhütung der Eisenbahnunfälle. — G. M. Schreiber in Czestochowna (Rußland).

Nr. 3636. Am 26. Juni. — Vorrichtung zur periodischen Erzeugung von elektrischem Strom durch Windkraft. — M. Gehre in Rath bei Düsseldorf.

Nr. 3637. Am 26. Juni. — Verfahren zur Verbindung von Metallröhren auf kaltem Wege. — R. Hagen in Hamburg.

Nr. 3638. Am 26. Juni. — Rad-Elastik für Fahrmaschinen aller Art. — H. J. Magin in Maximiliansau (Pfalz).

Nr. 3639. Am 26. Juni. — Ventilationseinrichtung zur gleichzeitigen Belüftung aller um den Ventilator liegenden Räume. — H. Klein in Pirmasens.

Nr. 3640. Am 30. Juni. — Neuerungen an elektrischen Bahnen. — M. J. Barreau in Puteaux.

Nr. 3641. Am 30. Juni. — Apparat zur Vertilgung von Ungeziefer. — G. H. Hennig in Dresden.

Nr. 3642. Am 30. Juni. — Rollenlager für rotirende Trommeln u. dgl. — H. Hinz in Giessen.

Nr. 3643. Am 30. Juni. — Rotirende Röst- oder Brenntrommel. — H. Hinz in Giessen.

Ont été transférés :

Le 17 juin 1899, le brevet n° 3549 du 8 avril 1899 — Procédé de préparation des bains électrolytiques au moyen de la glycerine etc. — à B. Hoffmann à Paris.

Le 26 juin 1899, le brevet n° 3262 du 26 juillet 1898 — Machine à presser les cigares cylindriques — à la *Deutsche Press-Cigarren- und Cigaretten-Fabrik Pittler & Co* à Leipzig-Gohlis.

Les brevets ci-après sont éteints pour défaut de paiement de la taxe annuelle :

N° 2261. — Nouveau système de poudrier.

N° 2461. — Appareil dit « Cinématographe » pour l'obtention et la vision des images chronophotographiques.

N° 2465. — Procédé d'extraction des albumines de mélanges et produits animaux et végétaux.

N° 2773. — Procédé de timbrage à chaud du papier et d'autres matières à combustion facile.

N° 2798. — Bandage de roue élastique.

N° 3129. — Coude-douille raccord pour pelles.

N° 3137. — Manche détachable pour fers à repasser.

N° 3138. — Procédé et dispositif pour introduire de la poudre purifiante dans les hauts-fourneaux, cubilots, etc.

N° 3143. — Élément galvanique.

N° 3145. — Dispositif perfectionné de transmission.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1899.

Le Conseiller Secrétaire général,
P. RUPPERT.

Avis. — Caisse d'épargne.

Il est porté à la connaissance du public qu'en vertu d'une autorisation du conseil d'administration de la Caisse d'épargne du 29 juin et. le

Es sind übertragen worden :

Am 17. Juni 1899, das Patent Nr. 3549 vom 8. April 1899 — Verfahren zur Bereitung elektrolytischer Bäder mit Glycerin u. s. w. — an B. Hoffmann in Paris.

Am 26. Juni 1899, das Patent Nr. 3262 vom 26. Juli 1898 — Maschine zum Pressen cylinderförmiger Cigarren — an die Deutsche Press-Cigarren- und Cigaretten-Fabrik Pittler & Co in Leipzig-Gohlis.

Folgende Erfindungspatente sind erloschen mangels Entrichtung der jährlichen Gebühr :

Nr. 2261 — Gewürzstreubüchse.

Nr. 2461. — Apparat genannt „Cinematograph“ zur Vorführung chronophotographischer Bilder.

Nr. 2465. — Verfahren zur Gewinnung der Eiweißsubstanzen aus animalischen oder vegetabilischen Gemischen und Produkten.

Nr. 2773. — Abstempelung von Papier und anderen leicht durchbrennbaren Stoffen mittelst Wärme.

Nr. 2798. — Elastischer Radreifen.

Nr. 3129. — Knieftiel für Schaufeln.

Nr. 3137. — Lösbare Griffbefestigung für Bügeleisen.

Nr. 3138. — Verfahren und Vorrichtung zum Einbringen von Eisenreinigungspulver in Hochofen, Kupolofen und dergl.

Nr. 3143. — Galvanisches Element.

Nr. 3145. — Verbesserte Transmissioneinrichtung.

Luxemburg, den 1. Juli 1899.

Der Regierungsrath u. Generalsekretär,
P. R u p p e r t.

Bekanntmachung. — Sparkasse.

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß gemäß einer Ermächtigung des Verwaltungsrathes der Sparkasse vom 29. d. Mts. das

livret n° 66642 qui a été perdu, est annulé et a été remplacé par un duplicata.

Luxembourg, le 30 juin 1899.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 7 juillet 1899, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Caisse de décès des pensionnaires et ayants-droit à la pension.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT,

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la société de secours mutuels « Caisse de décès des pensionnaires et des ayants-droit à la pension », ensemble les statuts de cette société ;

Vu l'avis émis le 22 août 1898 par l'administration communale de Luxembourg, siège de ladite société ;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 10 juin 1899 ;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois ;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements ;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La société de secours mutuels dite « Caisse de décès des pensionnaires et des ayants-droit à la pension du Grand-Duché » est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 7 juillet 1899.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

verloren gegangene Livret Nr. 66642 für nichtig erklärt und durch ein Duplikat ersetzt worden ist.

Luzemburg, den 30. Juni 1899

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 7. Juli 1899, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Sterbekassenvereins der Pensionirten und Pensionärwärtter betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesuches des Sterbekassenvereins der Pensionirten und Pensionärwärtter, wegen gesetzlicher Anerkennung sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereins ;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Luxemburg, Sitz des Vereines, vom 22. August 1898 ;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, vom 10. Juni 1899 ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Großh. Beschlusses vom 22. desf. Mts. ;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereines mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht ;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Bestreitung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen ;

Beschließt :

Art. 1. Der Sterbekassenverein für die Pensionirte und Pensionärwärtter des Großherzogthums Luxemburg wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Dieser Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luzemburg, den 7. Juli 1899.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Statuten des Sterbekassenvereins für Pensionirte und Pensionsanwärter des Grossherzogthums Luxemburg.

KAPITEL I. — *Bildung und Zweck des Vereins.*

Art. 1. Am 3. April 1898 ist zu Luxemburg unter der Benennung « Verein der Pensionirten und Pensionsanwärter des Grossherzogthums Luxemburg » ein auf Gegenseitigkeit beruhender Sterbekassenverein errichtet worden. Derselbe hat seinen Sitz in der Stadt Luxemburg.

Art. 2. Der Zweck des Vereins ist, beim Ableben eines aktiven Mitgliedes, den Hinterbliebenen eine Geldunterstützung zu gewähren.

KAPITEL II. — *Zusammensetzung des Vereins.*

Art. 3. Der Verein besteht aus aktiven Mitgliedern und Ehren-Mitgliedern. Aktive Mitglieder sind diejenigen, welche sich allein durch die Statuten oder durch etwa erlassene gültige Beschlüsse festgesetzten Verpflichtungen unterwerfen und Recht auf die vom Verein gebotenen finanziellen Vortheile haben.

Ehrenmitglieder sind diejenigen, welche durch Geldspenden oder auf andere Weise zur Wohlfahrt des Vereins beitragen und auf die finanziellen Vortheile desselben verzichten. Sie sind berechtigt den Sitzungen beizuwohnen.

KAPITEL III. — *Aufnahme- und Ausschluss-Bedingungen.*

Art. 4. Als aktive Mitglieder können aufgenommen werden alle diejenigen, welche eine Pension, sei es vom Staate oder von der Gemeinde oder der Industrie beziehen, oder Anwartschaft auf eine solche haben. Aufnahmefähig als aktive Mitglieder sind alle vom vollendeten 21. bis zum 40. Lebensjahr einschliesslich, wofern sie eine gute Gesundheit und einen tadellosen Ruf haben. Wer dem Verein beitreten will, hat sich direkt an den Vorstand desselben zu wenden und die zu seiner Aufnahme erforderlichen Nachweise, nämlich Geburtschein und Gesundheitsattest, vorzuzeigen.

Art. 5. Die Aufnahme geschieht durch den Vorstand. Die Ehrenmitglieder werden durch den Vorstand, ohne Rücksicht auf Alter, Stand oder Wohnsitz, aufgenommen und sind obigen Bestimmungen nicht unterworfen.

Art. 6. Findet die Aufnahme statt, so sorgt der Vorstand für die Eintragung des Aufgenommenen in das Vereinsregister und fertigt für denselben ein auf seinen Namen lautendes Exemplar der Statuten aus. Diese vom Vorstand vollzogene Ausfertigung bildet die alleinige Urkunde über die erfolgte Aufnahme in den Verein und ist vom aufgenommenen Mitgliede durch Erlegung eines Eintrittsgeldes, gemäss dem Lebensalter, bei dem Vereinskassirer binnen einem Monate einzulösen.

Art. 7. Die Aufnahme des Mannes gilt auch für dessen Frau.

Heirathet ein lediges Vereins-Mitglied, so muss dasselbe unverzüglich dem Präsidenten durch Auszug des Heirathsaktes Anzeige erstatten, damit die Frau, wenn sie das 40. Lebensjahr nicht überschritten hat, in das Vereinsregister eingetragen wird.

Heirathet ein Wittwer oder eine Wittwe, welche schon einmal der Vereinswohlthaten theilhaft geworden, so müssen dieselben, bei einer nochmaligen Verheirathung, ihre jedesmalige Ehehalfte formlich aufnehmen lassen und die statutenmässigen Taxen bezahlen.

Art. 8. Hat ein Mitglied den Beitrag in Zeit von drei Monaten nach der Benachrichtigung durch eingeschriebenen Brief nicht bezahlt, so hat es alle seine Ansprüche an den Verein verloren.

Art. 9. Der Ausschluss wird auf Antrag des Verwaltungsrathes durch Abstimmen (in der Generalversammlung) und ohne Besprechung verhängt :

- a) wegen Verurtheilung zu einer entehrenden Strafe ;
- b) wegen freiwilliger Beeinträchtigung der Gesellschaftsinteressen ;
- c) wegen offenkundig Aergerniss gebenden oder zügellosen Lebenswandels.

In den unter Nr. b und c angegebenen Fällen wird das Mitglied, dessen Ausschluss beantragt ist, vor den Verwaltungsrath geladen, um über die ihm zur Last gelegten Thatsachen vernommen zu werden. Findet dasselbe sich am bestimmten Tage und zur bestimmten Stunde nicht ein, so wird der Ausschluss verhängt.

Von rechtswegen ausgeschlossen sind die aktiven Mitglieder, die seit sechs Monaten nach vorhergegangener Aufforderung durch eingeschriebenen Brief ihren Beitrag nicht mehr entrichtet haben ; doch kann der Verwaltungsrath die Anwendung dieser Vorschrift aufschieben, wenn das Mitglied nachweist, dass es sich ohne eigenes Verschulden im Rückstand befindet.

Im Falle des freiwilligen Austrittes oder des Ausschlusses aus dem Verein verliert dieses Mitglied von diesem Tage an das Recht auf Entschädigung. Die eingezahlten Gelder verbleiben der Kasse.

Art. 10. Wandert ein Mitglied aus oder verlässt es seinen bisherigen Wohnort, so bleibt dasselbe nichtsdestoweniger Mitglied, insofern es die Beiträge nebst Postporto für Benachrichtigung rechtzeitig entrichtet. Sollte besagtes Mitglied sich jedoch entfernen, ohne Mittheilung an den Vorstand gemacht zu haben, so wird seine Entfernung als Austritt betrachtet. Ueberseeische

Auswanderer werden nicht mehr als dem Verein Angehörige betrachtet. Auswanderer können bei ihrer Rückkehr wieder in den Verein aufgenommen werden, müssen jedoch die während ihrer Abwesenheit erfallenen Beiträge nachzahlen. Ueber die eventuelle Wiederaufnahme entscheidet allein der Vorstand.

KAPITEL IV. — Verpflichtungen der Mitglieder gegen den Verein

Art. 11. Die aktiven Mitglieder haben bei ihrem Eintritt eine Aufnahmegebühr zu zahlen. Diese richtet sich nach dem Lebensalter der Mitglieder und beträgt :

a) bei einem Alter von 21 - 25 Jahren	5 Fr.
b) " " 26—30 "	10 "
c) " " 31—35 "	20 "
d) " " 36—40 "	50 "

Die Gründer des Vereins zahlen ohne Unterschied des Alters eine Eintritts-Taxe von 5 Fr.

Art. 12. Vom 1. Januar 1899 ab zahlen die aktiven Mitglieder einen Jahresbeitrag von 10 Fr. Die Erhebung geschieht am Anfang jeden Quartals.

Die Ehrenmitglieder entrichten einen Jahresbeitrag von mindestens 5 Fr. oder einen einmaligen von wenigstens 50 Fr.

KAPITEL V. — Verpflichtungen des Vereins gegen seine Mitglieder.

Art. 13. Beim Ableben eines Mitgliedes wird den gemäss Art. 14 bezugsberechtigten Hinterbliebenen oder Erben eine Unterstützung gewährt und zwar bei Beginn des zweiten Eintrittsjahres 100 Fr., des dritten 125 Fr., des vierten 150 Fr., des fünften 175 Fr., des sechsten 200 Fr., des siebenten 225 Fr., des achten 250 Fr.

Wenn nach achtjährigem Bestande des Vereins die Kassennittel eine Erhöhung der Entschädigung gestatten, so soll unverzüglich eine Abänderung der Statuten in dem Sinne angebahnt werden, dass die Unterstützung für jedes folgende Jahr eine Steigerung von 25 Fr. bis zu einem Maximum von 500 Fr. erfährt.

Wenn nach dem Tode des Mannes die Frau die Jahresbeiträge entrichtet, so bleibt sie Mitglied des Vereins.

Die Auszahlung der Unterstützung erfolgt beim Tode eines Mitgliedes auf die beigebrachte glaubhafte Todesbescheinigung gegen Quittung auf Verfügung des Vorstandes durch den Kassierer an den oder die Bezugsberechtigten und kann unter keinen Umständen mit Beschlagnahme belegt oder abgetreten werden.

Art. 14. Als bezugsberechtigt werden angesehen : 1. der Wittwer, 2. die Wittve, 3. Kinder, 4. Eltern, 5. Geschwister, 6. eine testamentarisch bezeichnete Person, selbstverständlich die einen nur in Ermangelung der andern.

Hinterlässt der Verstorbene mehrere Kinder oder Erben, so müssen dieselben oder deren Vormund eine Gesamt-Quittung ausstellen, wenn nicht ein Kind oder Erbe³speziell von dem Verstorbenen als allein bezugsberechtigt bezeichnet worden ist. Hinterlässt der Verstorbene aber keine Anverwandten und kein Testament, so sorgt der Verein für ein auständiges Begräbniss.

Bei Ausbruch von Epidemien erfolgt eine Abschlagszahlung von einem Fünftel der berechtigten Summe; über den Zeitpunkt der Anszahlung des Restes beschliesst die Generalversammlung.

Während dieser Zeit findet eine Aufnahme neuer Mitglieder nicht statt.

Art. 15. Selbstmord wird als Tod durch Krankheit betrachtet, jedoch wird in diesem Falle die fallige Unterstützungssumme nur dann vollständig ausbezahlt, wenn der Verstorbene verheirathet war und Frau oder Kinder hinterlässt. Andernfalls werden nur die Begräbnisskosten gedeckt; das Uebrige verbleibt der Vereinskasse.

Art. 16. Selbstmordversuch, sowie Mord oder Mordversuch gegen Mitglieder von seiten der Bezugsberechtigten hat den unverzüglichen Ausschluss des Schuldigen vom Verein zur Folge. Ist der Mord gegen Mitglieder von seiten der Bezugsberechtigten begangen, so haben selbe keinen Rekurs an den Verein um Auszahlung des Sterbegeldes.

Art. 17. Beim Ableben eines aktiven oder Ehrenmitgliedes ist es den Mitgliedern empfohlen, der Begräbnissfeier beizuwohnen.

KAPITEL VI. — Vereinskapttal und dessen Anlage.

Art. 18. Das Vereinskapttal besteht aus :

1. den Einzahlungen der aktiven Mitglieder;
2. den Eintrittsgeldern;
3. den Beiträgen der Ehrenmitglieder;
4. den Staats- und Gemeindegzuschüssen;
5. den Privatschenkungen oder Vermächtnissen;
6. den Zinsen der angelegten Kapitalen.

Art 19. Es wird durch Vorwegnahme eines Zehntel der gewöhnlichen Einnahmen, ein Reservefonds gebildet von 15,000 Fr., welcher durch Zuschuss der jährlichen Einnahme-Ueberschüsse vermehrt werden kann.

Dieser Reservefonds darf nur mit Zustimmung des Vereins und gemäss einem Votum der Generalversammlung angegriffen werden. Der Verkauf von Rententiteln oder die Erhebung hinterlegter Gelder, welche zu dem Reservefonds gehören, müssen durch den Verwaltungsrath gutgeheissen werden, dessen Entscheidung von allen anwesenden Mitgliedern zu unterschreiben ist.

Bis zu dem Augenblick, wo der Reservefonds auf die statuteimässige Höhe gebracht sein wird, oder falls der-

selbe, nachdem er diese Höhe erreicht, angegriffen werden muss, wird derselbe in der Weise ergänzt, respektiv wieder vervollständigt, dass pro Mitglied und pro Sterbefall ein ausserordentlicher Beitrag von 1 Fr. erhoben wird und zwar so lange, bis die statutenmässige Ziffer erreicht oder wieder erreicht sein wird.

Art. 20. Wenn über 500 Fr. Vereinsgelder sich in der Kasse befinden, so muss der Ueberschuss unverzüglich entweder an die Staatsparkasse abgeführt oder je nach Erachten des Verwaltungsrathes, dem Gesetze gemäss, und wie es für die Vereinsinteressen am erspriesslichsten ist, angelegt werden, sei es in Luxemburger Staatsrente, sei es mit Genehmigung der Regierung in andere öffentliche Werthpapiere oder Obligationen von Gemeindeanleihen. Vorkommenden Falles werden die Obligationen, sowie sie angekauft werden, bei der Generaleinnahme hinterlegt. Ueber die Hinterlegung der Luxemburgischen Staatsschuldentitel wird eine Erklärung gegen eine auf den Namen des Vereins lautende Nominative-Bescheinigung aufgenommen.

Art. 21. Die Vereinsgelder dürfen in keinem Falle zu einem andern, als dem ausdrücklich in den Statuten angewiesenen Zweck verwendet werden und sind unter keinem Vorwande von den Mitgliedern Gelder zu erheben zu Zwecken, welche die Statuten nicht vorsehen.

KAPITEL VII. — Verwaltung.

Art. 22. Der Verein wird verwaltet durch einen Verwaltungsrath, welcher aus einem Präsidenten, einem Vicepräsidenten, einem Schriftführer, einem Kassirer und fünf Verwaltungs-Commissären besteht. Die Mitglieder des Verwaltungsrathes üben ihr Amt unentgeltlich aus, mit Ausnahme des Schriftführers und des Kassirers, denen eine Entschädigung für ihre Arbeit bewilligt werden kann.

Die Mitglieder des Verwaltungsrathes werden durch die Generalversammlung in geheimer Abstimmung und mit Stimmenmehrheit ernannt. Sie werden nur unter den aktiven Mitgliedern erwählt. Die Neuwahl der Mitglieder des Verwaltungsrathes findet, abgesehen von der Ersetzung einzelner verstorbener oder abdankender Mitglieder, zur Hälfte statt; die zuerst austretende Serie wird ausgelost. Die austretenden Mitglieder sind wieder wählbar. Das ersetzte oder abdankend austretende Mitglied bleibt im Amt bis zum Monat, welcher auf seine Ersetzung oder seine Abdankung folgt.

Art. 23. Der Verwaltungsrath wählt unter seinen Mitgliedern den Schriftführer und den Kassirer und bezeichnet die Kantonsdelegirten.

Letztere fördern die Einkassirung der Gelder, überhaupt das Gedeihen des Vereins in den verschiedenen Kantonen.

Art. 24. Der Vorsitzende überwacht und sichert die Ausführung der Statuten. Er handhabet die Polizei in den Versammlungen; unterzeichnet alle Urkunden, Beschlüsse und Beratungen und vertritt den Verein in seinem Verkehr mit der öffentlichen Behörde. Er erlässt die nöthigen Anordnungen für die Zusammenkünfte des Verwaltungsrathes und die Einberufung der Generalversammlungen.

Art. 25. Der Vicepräsident vertritt nöthigenfalls den Präsidenten, welcher ihm alle seine Befugnisse übertragen kann; er leistet dem Präsidenten Beistand in allen seinen Amtsausübungen.

Art. 26. Der Schriftführer ist betraut mit der Abfassung der Sitzungsherichte, mit der Correspondenz, den Einberufungen und der Aufbewahrung des Archivs. Er führt das Mitgliederregister und legt dem Verwaltungsrath die Aufnahmegesuche vor, alles unter Aufsicht des Präsidenten.

Art. 27. Der Kassirer besorgt die Einnahmen und Auszahlungen und trägt sie in ein durch den Präsidenten mit Seitenzahl und Namensauszug versehenes Kassenbuch ein. In jeder der zwei halbjährigen Generalversammlungen legt er Rechnung über die Finanzlage ab. Er haftet für die Gelder, die sich in der Kasse befinden. Er bezahlt auf Sicht von Anweisungen, welche vom Vorsitzenden und dem Sekretär visirt sein müssen.

Art. 28. Die Verwaltungs-Commissäre haben die Kassenoperationen und das Abstimmungsgeschäft zu überwachen. Sie sorgen für Aufrechthaltung der Ordnung in den Sitzungen.

Art. 29. Der Bote wird vom Vorstand ernannt. Er erhält eine jährlich durch die Generalversammlung, im Verhältniss seiner Leistungen, zu bestimmende Entschädigung.

Art. 30. Der Vorstand versammelt sich, so oft die Geschäfte des Vereins es erfordern. Der Präsident benachrichtigt die Vorstandsmitglieder mindestens 2 Tage vorher.

Art. 31. Der Vorstand fasst seine Beschlüsse nach Stimmenmehrheit. Nur bei Anwesenheit von wenigstens der Hälfte der Mitglieder können gültige Beschlüsse gefasst werden.

Art. 32. Sollte ein Vorstandsmitglied während der Amtsdauer ausfallen oder sich dauernd verhindert sehen, an den Geschäften theilzunehmen, so wird durch die nächste Generalversammlung ein anderes Vereinsmitglied an dessen Stelle ernannt.

Art. 33. Ehrenmitglieder sind in den Vorstand nicht wählbar.

Art. 34. Der Verein tritt nach Massgabe der jeweiligen Bedürfnisse als Generalversammlung zusammen.

Ausser diesen Zusammenkünften werden jedes Jahr zwei Generalversammlungen abgehalten, welche speziell für die Ablage und Prüfung der Rechnungen und die Erörterung der den Verein interessirenden Fragen bestimmt sind. Sie finden in den Monaten Februar und September statt. In der Generalversammlung des Monats Februar legt der Verwaltungsrath Rechnung ab über seine Thätigkeit, die gesammten Geschäfte des ganzen letztvergangenen Jahres und über die am 31. Dezember abgeschlossene Finanzlage. Acht Tage vor der Versammlung wird die Rechnungsablage den Mitgliedern zugestellt. Nach Gutheissung dieser Rechnungsablage schreitet die Versammlung zur Neuwahl des Verwaltungsrathes und zur Ersetzung der abdankenden oder verstorbenen Mitglieder. Der Vorsitzende kann ausserdem die Generalversammlung eigenmächtig oder auf Verlangen des Verwaltungsrathes oder aber auf ein von 50 aktiven Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Art. 35. Die Generalversammlung besteht aus stimmberechtigten Mitgliedern. Stimmberechtigt sind die aktiven Mitglieder und Ehrenmitglieder.

Art. 36. In der halbjährigen Versammlung gibt der Präsident nach Verlesen des Protokolls eine Uebersicht über die Lage des Vereins; der Kassirer aber legt Rechenschaft über die Kasse ab und bringt der Präsident etwaige zu verhandelnde Punkte vor.

Art. 37. Die Beschlüsse der Generalversammlung werden durch Stimmenmehrheit der anwesenden Vereinsmitglieder gefasst. Die Beschlüsse sind für alle Mitglieder, also auch für die nicht erschienenen, bindend. Im Falle der Stimmgleichheit entscheidet der Präsident. Alle Wahlen werden durch geheime Abstimmung vollzogen.

Art. 38. Ruhestörer werden zur Ordnung gerufen. Bei anhaltender Störung hat der Präsident das Recht, die Versammlung aufzulösen.

Art. 39. Jedes Jahr in der im Monat Februar abzuhaltenden Generalversammlung wird der Vorstand zur Hälfte neu gewählt. Der Präsident wird für die Dauer von drei Jahren, die übrigen Vorstandsmitglieder aber werden für die Dauer von zwei Jahren gewählt, mit Ausnahme der zuerst ausgeloozten Serie, welche nur ein Jahr im Amte bleibt. In derselben Sitzung werden drei Revisoren gewählt, welche die Rechnungen und Bücher des Vereins prüfen und die Kasse revidiren. Dieselben fertigen einen Bericht aus, welcher in der nächsten Versammlung verlesen wird.

KAPITEL VIII. — *Statuten-Abänderung. Auflösung und Liquidirung. Schlichten etwaiger Streitsachen.*

Art. 40. Jeder Antrag auf Abänderung der Statuten

oder Reglemente muss dem Verwaltungsrath unterbreitet werden, welcher bestimmt, ob demselben Folge zu geben ist oder nicht. Eine Abänderung der Statuten ist nur durch eine Generalversammlung zulässig, welche wenigstens vierzehn Tage voraus, eigens zu diesem Zwecke brieflich mit Angabe der Tagesordnung zusammenberufen wird. Die Beschlüsse dieser Versammlung müssen, um gültig zu sein, mit drei viertel Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst und von der Regierung in der Form genehmigt sein, welche durch Art. 2 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 (Reglement über die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen) vorgeschrieben ist.

Art. 41. Der Verein kann sich eigenmächtig nur bei erwiesener Unzulänglichkeit seiner Mittel auflösen. Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zwecke, wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe, mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einberufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei viertel der stimmberechtigten Mitglieder zugewegen sein müssen. Dieser Beschluss erfolgt erst, nachdem diese Generalversammlung über die eventuelle Beschaffung neuer Hilfsmittel berathschlagt hat und muss mit wenigstens drei viertel Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst sein. Die Auflösung ist nur mit Gutheissung der Oberbehörde gültig. Im Falle der Auflösung wird die Liquidirung zufolge der Bestimmungen des Art. 9 des Grossherzoglichen Beschlusses vom 22. Juli 1891 bewerkstelligt.

Art. 42. Alle Schwierigkeiten oder Zwistigkeiten, welche im Schosse des Vereins, entweder zwischen Mitgliedern oder Mitgliedern einer- und dem Verwaltungsrath andererseits entstehen, werden immer durch zwei von den beteiligten Parteien zu ernennende Schiedsrichter geschlichtet. Unterlasst eine der Parteien diese Ernennung, so kann der Vorsitzende des Vereins dieselbe vornehmen. Sind die beiden Schiedsrichter getheilte Ansicht, so ziehen sie, oder in Ermangelung dessen, der Präsident einen dritten hinzu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung endgültig ist. Ist der Verein als solcher bei der Streitfrage interessiert, so hat statt des Vorsitzenden der Gesellschaft, der Präsident der höheren Kommission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, den in den beiden vorstehenden Abschnitten vorgesehenen Schiedsrichter und dritten Schiedsrichter zu nennen.

Vorstehende Statuten treten mit dem 5. April 1898 in Kraft.

Kraft Ermächtigung durch die General-Versammlung vom 17. Juli 1898 also beschlossen in der Comité-Sitzung vom 18. Juni 1899.

Der Vorstand.

(Folgen die Unterschriften.)

Arrêté du 4 juillet 1899, concernant la distribution des primes pour l'amélioration de la race des chevaux en 1899.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT;

Vu le règlement du 14 décembre 1861, pour l'amélioration des races d'animaux domestiques;

Vu les arrêtés des 13 décembre 1898 et 20 janvier 1899, concernant l'examen des étalons et la publication de la liste des propriétaires des reproducteurs admis pour la saillie pendant l'année courante;

Arrête :

Art. 1^{er}. La commission qui a procédé à l'examen des étalons destinés à la monte pendant l'année 1899, se réunira à Luxembourg le lundi, 17 juillet ct., à neuf heures du matin, pour les étalons, et le lendemain, 18 du même mois, à la même heure, pour les juments; elle se réunira à Diekirch le jeudi, 20 juillet prochain, à neuf heures du matin, pour les étalons, et le même jour, à une heure de relevée, pour les juments, pour décerner les primes ci-après, par arrondissement judiciaire, savoir :

1^o une prime générale de 750 frs. au propriétaire du meilleur étalon de trait présenté au concours;

2^o une prime de 500 frs., une prime de 400 frs., une prime de 300 frs., une prime de 200 frs., une prime de 150 frs. et une prime de 100 frs. au propriétaire du meilleur étalon âgé de quatre ans ou servant la première année à la monte dans le Grand-Duché;

3^o une prime de 500 frs., une prime de 400 frs., une prime de 300 frs. et une prime de 200 frs. aux propriétaires des meilleurs étalons ayant déjà servi antérieurement à la monte dans le Grand-Duché;

4^o une prime de 100 frs. au propriétaire du meilleur étalon élevé dans le Grand-Duché et s'y livrant à la monte;

5^o une prime de 300 frs., une prime de 250 frs., une prime de 200 frs., une prime de 150 frs., deux primes de 125 frs., quatre primes

Beschluß vom 4. Juli 1899, betreffend die Vertheilung der Prämien zur Veredlung der Pferdezuucht während 1899.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Reglements vom 14. Dezember 1861 über die Veredlung der Hausthiere;

Nach Einsicht der Beschlüsse vom 15. Dezember 1898 und 20. Januar 1899, betreffend die Untersuchung der Hengste und die Veröffentlichung der Liste der Eigenthümer der für 1899 zur Beschälung angeführten Reproductoren;

Beschließt :

Art 1. Die Commission, welche die während 1899 zur Beschälung bestimmten Hengste untersucht hat, wird zu Luxemburg am Montag, den 17. Juli ct., um neun Uhr Vormittags, für die Hengste, und am folgenden Tage, um dieselbe Zeit, für die Stuten zusammentreten; sie wird zu Diekirch, am Donnerstag, den 20. Juli ct., um 9 Uhr Vormittags, für die Hengste, und am selben Tage, um 1 Uhr Nachmittags, für die Stuten zusammentreten, um für jeden Gerichtsbezirk nachbenannte Prämien zuvererkennen :

1^o eine Hauptprämie von 750 Fr. zu Gunsten des Eigenthümers des besten zum Concurss vorgeführten Zughengstes;

2^o eine Prämie von 500 Fr., eine von 400 Fr., eine von 300 Fr., eine von 200 Fr., eine von 150 Fr. und eine von 100 Fr. zu Gunsten des Eigenthümers des besten vierjährigen Hengstes, oder eines solchen, welcher das erste Jahr zur Beschälung im Großherzogthum dient;

3^o eine Prämie von 500 Fr., eine von 400 Fr., eine von 300 Fr. und eine von 200 Fr. zu Gunsten der Eigenthümer der besten Hengste, welche schon vorher zur Beschälung im Lande gedient haben;

4^o eine Prämie von 100 Fr. zu Gunsten des Eigenthümers des besten im Lande gezogenen Hengstes, welcher daselbst zur Beschälung dient;

5^o eine Prämie von 300 Fr., eine von 250 Fr., eine von 200 Fr., eine von 150 Fr., zwei Prämien von je 125 Fr., vier Prämien von je

de 100 frs., quatre primes de 75 frs. et six primes de 50 frs. aux propriétaires des meilleures juments poulinières de trait.

Art. 2. Un subside de 250 frs. est alloué aux propriétaires des étalons admis, spécialement désignés par la commission d'admission, lesquels se sont obligés à ne laisser saillir ces reproducteurs que dans le ressort de la commune de leur domicile.

Ce subside sera soldé contre la remise d'un certificat du collège des bourgmestre et échevins portant que depuis le 1^{er} février 1899 jusqu'au 30 juin inclusivement, l'étalon pour lequel il a été accordé, a été constamment tenu dans le ressort de la commune du domicile du propriétaire à la disposition des habitants, et d'un certificat du vétérinaire du canton attestant également la présence de l'étalon pendant la même période en la dite commune à la disposition des habitants et indiquant, en outre, le nombre des juments saillies inscrites sur le registre tenu en conformité de l'art. 15 du règlement prévisé.

Art. 3. Sont admis à concourir pour les primes mentionnées sous les n^{os} 1 à 4 inclus. de l'art. 1^{er} ci-dessus tous les étalons indistinctement ayant servi à la monte pendant l'année courante.

Ils doivent toutefois être présentés au chef-lieu de l'arrondissement du domicile de leur propriétaire, à moins que celui-ci n'ait déplacé son entier pour la desserte des juments dans une autre circonscription.

Art. 4. Les propriétaires des étalons amenés au concours pour les primes doivent produire un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de leur domicile, constatant que ces reproducteurs ont servi à la monte publique et indiquant le nombre des juments saillies depuis leur dernière admission.

Art. 5. Les étalons et les juments primés seront marqués sous la crinière gauche d'un **A** couronné.

100 Fr., vier von je 75 Fr. und sechs von je 50 Fr. zu Gunsten der Eigentümer der besten Zugstuten.

Art. 2. Ein Subsid von 250 Fr. wird den Eigentümern der angeführten und speziell von der Föhrungs-Commission bezeichneten Hengste bewilligt, welche sich verpflichtet haben, diese Thiere nur innerhalb der Gemeinde ihres Wohnsitzes springen zu lassen.

Dieses Subsid wird auf eine Bescheinigung des Schöffencollegiums ausbezahlt, welche darthut, daß seit dem 1. Februar bis zum 30. Juni 1899 einschließlic, der Hengst, für den das Subsid bewilligt worden, beständig innerhalb der Gemeinde des Wohnsitzes des Eigentümers zur Verfügung der Einwohner gestanden hat; außerdem ist ein Attest des Kantonal-Thierarztes darüber beizubringen, daß der Hengst während der nämlichen Zeit in derselben Gemeinde anwesend und zur Verfügung der Einwohner war; die Zahl der bedeckten, in das gemäß Art. 15 oben-erwähnten Reglements geführte Register eingetragenen Stuten ist in diesem Atteste anzugeben.

Art. 3. Zum Concurs um die unter Nr. 1 bis 4 der im Art. 1 erwähnten Prämien werden alle Hengste ohne Unterschied zugelassen, welche zur Beschälung während des Jahres gedient haben.

Dieselben müssen jedoch im Hauptort des Bezirks, in welchem sich das Domizil ihres Eigentümers befindet, vorgeführt werden, es sei denn, daß letzterer seinen Hengst zur Bedeckung der Stuten in einen anderen Bezirk verlegt habe.

Art. 4. Die Eigentümer der zum Prämien-Concurs vorgeführten Beschäler müssen eine vom Schöffencollegium ihres Wohnsitzes ausgestellte Bescheinigung vorzeigen, aus welcher hervorgeht, daß diese Hengste zur öffentlichen Beschälung gedient, und wieviele Stuten sie seit ihrer letzten Anführung bedeckt haben.

Art. 5. Den prämirten Hengsten und Stuten wird unter der linken Mähne ein gekröntes **A** eingebrannt.

Art. 6. Sont admises au concours pour les primes mentionnées sous le n° 5 de l'art. 1^{er} ci-dessus toutes les juments du pays âgées de quatre ans au moins et suivies de leur poulain de l'année ou né en 1898.

Les propriétaires des juments présentées au concours doivent être porteurs d'un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de leur domicile, contenant le signalement de la jument et attestant qu'elle est la propriété de celui qui en demande la réception.

Les poulains doivent être issus d'un étalon admis pour la monte dans le Grand-Duché.

Cette dernière condition n'est toutefois pas applicable aux juments pleines introduites de l'étranger après le temps de la monte, lorsque leur origine est attestée par des certificats de l'autorité de la commune d'où elles proviennent et de celle du Grand-Duché dans laquelle elles sont introduites, et qu'elles n'ont pas été vendues par les soins du Gouvernement.

La naissance du poulain est justifiée par un certificat du collège des bourgmestre et échevins de la commune du domicile du propriétaire. Ce certificat doit contenir le signalement du poulain.

Il est également produit un certificat du propriétaire de l'étalon pour attester que la jument présentée au concours a été réellement saillie par un étalon admis pour la monte dans le Grand-Duché.

Art. 7. Les primes décernées aux propriétaires des plus beaux étalons et des plus belles juments sont payées immédiatement après le concours, sur le vu du procès-verbal de la commission chargée de les décerner et contre une quittance à fournir par la partie prenante.

Art. 8. Il sera mis aux fins ci-dessus entre les mains de M. J.-P.-J. Koltz, secrétaire de la Commission d'agriculture à Luxembourg, une somme de 26,100 fr., à charge par lui de rendre compte de l'emploi de ces fonds avant la fin de l'année courante. Cette somme sera ordonnan-

Art. 6. Zum Concurse für die unter Nr. 5 des Art. 1 erwähnten Prämien werden alle wenigstens vier Jahre alten Stuten des Landes zugelassen, welche von ihrem Füllen des Jahres oder dem während 1898 gemorfenen Füllen begleitet sind.

Die Eigenthümer der zum Concurse vorgeführten Stuten müssen Inhaber einer vom Schöffencollegium der Gemeinde ihres Wohnsitzes ausgestellten Bescheinigung sein, welche das Signalement der Stute angibt und erklärt, daß sie Eigenthum desjenigen ist, welcher ihre Zulassung nachsucht.

Die Füllen müssen ebenfalls von einem zur Beschälung im Großherzogthum angehörten Hengstestammen

Jedoch ist letztere Bedingung nicht anwendbar auf trüchtige, nach der Beschälzeit aus dem Auslande eingeführte Stuten, falls deren Herkunft durch Bescheinigung der Ortsbehörde der Gemeinde dieser Herkunft und derjenigen des Großherzogthums, in welche sie eingeführt worden, nachgewiesen wird, und falls dieselben nicht auf Anstehen der Regierung verkauft worden.

Die Geburt des Füllens wird durch eine Bescheinigung des Schöffencollegiums der Gemeinde des Wohnsitzes des Eigenthümers nachgewiesen. Diese Bescheinigung muß das Signalement des Füllens enthalten.

Auch muß eine Bescheinigung des Eigenthümers des Hengstes beigebracht werden, als Nachweis, daß die zum Concurse vorgeführte Stute wirklich durch einen zur Beschälung im Großherzogthum angehörten Hengst bedeckt worden ist.

Art. 7. Die den Besitzern der schönsten Hengste sowie der schönsten Stuten zuerkannten Prämien werden sogleich nach dem Concurse auf Sicht des Protokolles der mit der Zuerkennung beauftragten Commission und gegen eine vom Bezahler ausgestellte Quittung ausgezahlt.

Art. 8. Zu vorerwähntem Zwecke wird Hrn. J. P. J. Koltz, Sekretär der Ackerbau-Commission zu Luxemburg, eine Summe von 26,100 Franken, worüber derselbe vor Ablauf des Jahres 1899 Rechnung ablegen wird, zur Verfügung gestellt. Diese Summe soll sofort an gen. Hrn. Koltz

cée immédiatement au profit de M. Koltz et imputée sur l'art. 150 du budget de l'exercice 1899.

Art. 9. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*, il sera en outre publié et affiché dans toutes les communes du Grand-Duché, et les autorités communales sont invitées à en informer spécialement les propriétaires ou détenteurs des étalons admis.

Luxembourg, le 4 juillet 1899.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement.*
EYSCHEN.

zur Zahlung angewiesen und auf Art. 150 des Ausgabenbudgets von 1899 verrechnet werden.

Art. 9. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt und überdies in allen Gemeinden des Großherzogthums angeschlagen werden. Die Gemeindebehörden werden zugleich ersucht, die Eigenthümer und Inhaber von angeführten Hengsten davon in Kenntniß zu setzen.

Luxemburg, den 4. Juli 1899.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
E y s c h e n.

Avis. — Comptabilité de l'État.

Aux termes de l'art. 32 de la loi du 9 janvier 1852, sur la comptabilité de l'État, les créances à charge de l'État dont le paiement n'aura pas été réclamé dans les six mois qui suivent l'année courante de la dette, sont prescrites, sauf au Grand-Duc à relever de cette prescription.

Les personnes qui sont créancières de l'État du chef de fournitures, travaux etc. effectués, ont donc tout intérêt à présenter en temps utile les déclarations y relatives, et cela d'autant plus qu'aux termes d'une décision du Conseil de Gouvernement, du 10 juin 1871, les intéressés dont les créances auront été atteintes de la prescription ne peuvent en être relevés que pour les neuf dixièmes et, selon les cas, pour les quatre cinquièmes de leurs créances.

La présente s'applique aussi aux officiers ministériels qui instrumentent pour compte de l'administration.

Luxembourg, le 3 juillet 1899.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Staats-Rechnungswesen.

In Gemäßheit des Art. 32 des Gesetzes vom 9. Januar 1852, über das Staats-Rechnungswesen, sind die Forderungen an die Saatskaffe, deren Zahlung nicht binnen sechs Monaten nach dem laufenden Jahre der Schuld verlangt worden, verjährt, vorbehaltlich des Rechtes des Großherzogs, von dieser Verjährung zu befreien.

Die Personen, die wegen gemachter Lieferungen, Arbeiten u. s. w. Gläubiger des Staates sind, haben somit alles Interesse daran, ihre diesbezüglichen Deklarationen rechtzeitig einzureichen, und dies umsomehr als in Gemäßheit des Beschlusses des Regierungs-Conseils vom 10. Juni 1871 die Betheiligten, für deren Forderungen Verjährung eingetreten ist, nur für neun Zehntel und, je nachdem, nur für vier Fünftel derselben von der Verjährung befreit werden können.

Dies gilt auch für die ministeriellen Beamten, welche für Rechnung der Verwaltung instrumentiren.

Luxemburg, den 3. Juli 1899.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Notariat.

Par arrêté grand-ducal en date de ce jour, M. Félix *Bian*, docteur en droit et candidat-notaire à Redange, a été nommé aux fonctions de notaire à la résidence de Redange, en remplacement de feu son père, le notaire Léopold *Bian*.

Luxembourg, le 7 juillet 1899.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Bekanntmachung. — Notariat.

Durch Großh. Beschluß vom heutigen Tage ist Hr. Felix *Bian*, Doctor der Rechte und Notar-Candidat aus Redingen, zum Notar mit dem Amtswohnsitz Redingen, in Ersetzung seines verstorbenen Vaters, des Notars Leopold *Bian*, ernannt worden.

Südburg, den 7. Juli 1899.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Assurances. — Relevé des personnes qui ont été agréées comme agents d'assurances pendant le mois de juin 1899.

N ^o	Noms et domicile des agents.	Qualités.	Compagnie d'assurances.	Date de l'agrément.
1	<i>Moos</i> , J., secrétaire communal à Stadtbredimus.	Agent.	« Victoria » (vie et accidents à Berlin).	6 juin 1899.
2	<i>Neu</i> , N., à Diekirch.	id.	Même Compagnie.	6 id.
3	<i>Ermann</i> , M., marchand à Hollerich.	id.	Même Compagnie.	6 id.
4	<i>Saler</i> , Henri, chantre de la communauté israélite à Grevenmacher.	id.	Même Compagnie.	6 id.
5	<i>Weber</i> , Théodore, à Diekirch.	id.	Même Compagnie.	6 id.
6	<i>Weynandt</i> , Nicolas, cultivateur à Colpach-haut.	id.	Compagnies belges d'assurances générales sur la vie et contre l'incendie.	8 id.
7	<i>Wagner</i> , Jacques, agent en douane à Hagen.	id.	1) « Les Propriétaires Réunis » (incendie). 2) Compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes établie à Paris. 3) Kölnische Hagel-Versicherungsgesellschaft (grêle) établie à Cologne.	16 id.
8	<i>Mathias</i> , Guillaume, cafetier à Lintgen.	id.	« North British and Mercantile » (incendie).	22 id.
9	<i>Beck</i> , Jean, receveur communal à Grosbous.	id.	« Victoria » (vie et accidents) à Berlin.	30 id.
10	<i>Weny</i> , Charles, industriel à Vianden.	id.	1) « North British and Mercantile » (incendie). 2) « La France » (vie).	30 id.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1899.

